



Instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

Distr. générale
13 avril 2015
Français
Original: anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

Vingt-septième réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

San José, 22–26 juin 2015

Point 4 f) de l'ordre du jour provisoire

**Suite donnée à la résolution 68/268 de l'Assemblée générale
sur le renforcement et l'amélioration du fonctionnement de l'ensemble
des organes conventionnels des droits de l'homme et aux conclusions
et recommandations issues de la vingt-sixième réunion des présidents:
examen et adoption du projet de lignes directrices sur la question
des représailles**

Les représailles dans le contexte des mécanismes de l'Organisation des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme

Note du secrétariat

Résumé

À leur vingt-sixième réunion, les présidents des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme ont décidé, dans l'optique de mettre au point une approche commune à tous les organes conventionnels en matière de lutte contre les représailles, d'élaborer et d'adopter à leur vingt-septième réunion une politique commune à cet égard. La présente note, établie par le secrétariat, donne un aperçu des politiques et pratiques suivies actuellement par les organes conventionnels sur la question des représailles faisant suite au recours aux organes conventionnels.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–4	3
II. Organes conventionnels	5–46	3
A. Les représailles et le processus de renforcement des organes conventionnels	6–8	3
B. Dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l’homme portant sur la question des représailles	9–10	4
C. Clauses des règlements intérieurs d’organes conventionnels portant sur la question des représailles	11	4
D. Dialogue constructif.....	12	5
E. Mesures de protection.....	13	5
F. Aperçu des politiques et pratiques suivies par les organes conventionnels sur la question des représailles	14–42	5
G. Déclarations conjointes	43–44	9
H. Contribution des organes conventionnels au rapport annuel du Secrétaire général sur la question des représailles	45–46	10
III. Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture	47–48	10
IV. Conseil des droits de l’homme	49–64	10
A. Rapport annuel du Secrétaire général sur la question des représailles	54–57	11
B. Résolution 24/24 du Conseil des droits de l’homme	58–64	12
V. Procédures spéciales du Conseil des droits de l’homme	65–75	14
Annexes		
I. Dispositions qui, dans les instruments relatifs aux droits de l’homme et leurs protocoles facultatifs, portent sur les représailles		17
II. Clauses qui, dans les règlements intérieurs des organes conventionnels, portent sur les représailles		19

I. Introduction

1. À leur vingt-sixième réunion, les présidents des organes conventionnels ont fermement condamné l'intimidation et les représailles dirigées contre les personnes qui cherchent à recourir aux organes conventionnels (voir A/69/285, par. 107). Ils ont invité tous les organes conventionnels qui ne l'avaient pas encore fait à désigner un rapporteur chargé des cas de représailles, qui prenne des mesures si nécessaire pour prévenir les actes d'intimidation et de représailles, protéger contre de tels agissements, enquêter à ce sujet et établir la responsabilité de tels actes (ibid., par. 109).
2. Les présidents ont également décidé d'inscrire un point permanent sur les représailles à l'ordre du jour de leur réunion annuelle, et de se mettre en rapport avec les autres organes qui s'efforcent de protéger les défenseurs des droits de l'homme et autres titulaires de droits contre les représailles (ibid., par. 110).
3. En vue de définir une approche à l'échelle du système relative aux représailles, les présidents ont décidé en outre d'établir et d'adopter, à leur vingt-septième réunion, une politique conjointe des organes conventionnels contre les représailles (ibid., par. 111). Ils ont indiqué que cette politique devait s'inscrire dans une approche plus générale de la question des représailles, poursuivie par les mécanismes pertinents de l'ONU relatifs aux droits de l'homme.
4. Actuellement, la méthodologie appliquée peut varier d'un organe conventionnel à l'autre pour ce qui est des représailles dirigées contre les personnes et les groupes qui cherchent à recourir à eux. La présente note donne un aperçu des politiques et pratiques suivies actuellement par les organes conventionnels sur la question des représailles faisant suite au recours aux organes conventionnels.

II. Organes conventionnels

5. Le présent chapitre présente dans les grandes lignes les dispositions des instruments et les clauses des règlements intérieurs des organes conventionnels se rapportant aux représailles, ainsi que les politiques et pratiques que les organes conventionnels suivent actuellement s'agissant de la question des représailles dirigées contre les personnes et les groupes qui ont recours à eux.

A. Les représailles et le processus de renforcement des organes conventionnels

6. Les mesures prises par certains organes conventionnels au regard de la question des représailles dirigées contre des personnes ayant eu recours ou ayant cherché à recourir à eux sont certes antérieures au processus de renforcement des organes conventionnels, mais le processus est venu jouer un rôle de catalyseur pour inciter les organes qui ne s'étaient pas encore préoccupés de la question à agir.
7. Dans son rapport en date du 26 juin 2012 sur le renforcement des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme (A/66/860), la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme alors en fonction a recommandé que tous les organes en question prennent des mesures urgentes et cohérentes en cas de représailles contre des défenseurs des droits de l'homme qui avaient collaboré avec eux, y compris en garantissant des mécanismes d'action et en désignant des points focaux en leur sein pour appeler l'attention sur ces représailles. En outre, il a été proposé que les organes conventionnels

interviennent par l'intermédiaire d'autres mécanismes compétents tels que les titulaires de mandat concernés et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

8. Dans sa résolution 68/268 sur le renforcement et le fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels des droits de l'homme, l'Assemblée générale a fermement condamné tous les actes d'intimidation et de représailles dirigés contre les individus ou les groupes qui contribuent aux travaux des organes conventionnels des droits de l'homme, et a exhorté les États à prendre toutes mesures appropriées, en conformité avec la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus et tous les autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, pour prévenir et éliminer ces violations des droits de l'homme (par. 8). À leur vingt-sixième réunion, en juin 2014, les présidents des 10 organes conventionnels se sont félicités de cette condamnation par l'Assemblée générale.

B. Dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme portant sur la question des représailles

9. Les instruments relatifs aux droits de l'homme ci-après renferment des dispositions énonçant expressément la responsabilité qui incombe à l'État partie de veiller à ce que les personnes relevant de sa juridiction ne fassent l'objet d'aucune forme de mauvais traitements ou d'intimidation du fait qu'elles communiquent avec le comité: Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications (voir annexe I).

10. La non-divulgence de l'identité des auteurs de communications individuelles, à titre de mesure préventive contre les représailles, est envisagée dans plusieurs instruments. Lorsque la divulgation de l'identité d'un requérant met la personne en danger, le comité peut alors dissimuler au défendeur (l'État partie) les éléments d'information susceptibles de révéler l'identité de l'auteur.

C. Clauses des règlements intérieurs d'organes conventionnels portant sur la question des représailles

11. Les organes conventionnels ci-après disposent, dans leur règlement intérieur, de clauses qui viennent confirmer la responsabilité qui incombe aux États de garantir la protection des personnes contre toute forme d'intimidation ou de représailles pour leur coopération avec les organes conventionnels: Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, Comité des droits des personnes handicapées, Comité des disparitions forcées, Comité des droits économiques, sociaux et culturels et Comité des droits de l'enfant (voir annexe II).

D. Dialogue constructif

12. Nombre d'organes conventionnels engagent vivement les États parties, au cours du dialogue constructif qu'ils tiennent les délégations, à veiller à ce que les personnes et les organisations non gouvernementales (ONG) qui renseignent l'organe conventionnel soient à l'abri des représailles, exprimant dans certains cas leur préoccupation quant aux restrictions imposées aux travaux des défenseurs des droits de l'homme et aux avocats, et quant aux représailles à leur encontre¹.

E. Mesures de protection

13. Lorsqu'un plaignant ou un membre de sa famille a dit craindre des représailles pour avoir déposé plainte auprès du Comité contre la torture ou du Comité des droits de l'homme, ces comités ont pour pratique courante de demander à l'État partie concerné d'adopter des mesures de protection. Il peuvent, par exemple, demander à l'État partie de se garder de tous actes d'intimidation ou de toutes pressions, et d'adopter toutes les mesures qui s'imposent pour protéger la vie, la sûreté et l'intégrité de l'auteur de la communication et des membres de sa famille. L'État partie est également prié de communiquer au Comité, dans un délai donné, les renseignements concernant les mesures prises par les autorités nationales pour faire suite à cette demande.

F. Aperçu des politiques et pratiques suivies par les organes conventionnels sur la question des représailles

14. Différents organes conventionnels ont pris un ensemble de mesures quant aux représailles dirigées contre les personnes qui ont recours à eux. Ces mesures consistent notamment à adopter une politique sur la question des représailles; à envoyer des lettres aux États parties; à solliciter l'intervention de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme ou celle du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme; à aviser le Secrétaire général; à faire figurer dans le rapport annuel du comité des informations sur les cas de représailles; à afficher, sur le site Web du HCDH, les lettres échangées avec les États parties sur les allégations de représailles; à publier des déclarations publiques du comité; à mentionner les représailles dans les observations finales et dans les vues ou décisions adoptées sur des cas individuels; et à recourir aux procédures d'alerte rapide et d'action urgente.

15. À l'exception du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, tous les organes conventionnels ont désigné un ou plusieurs rapporteurs ou un coordonnateur chargé de la question des représailles, comme précisé ci-après.

Comité contre la torture

16. En novembre 2013, le Comité contre la torture a adopté sa politique sur la question des représailles (CAT/C/51/3), qu'il a publiée sur le site Web du HCDH. Le Comité a nommé deux rapporteurs chargés de donner suite aux allégations de représailles au titre de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants: l'un chargé des cas concernant des personnes qui fournissent des informations au Comité en application de l'article 19 de la Convention contre la torture dans le cadre des

¹ Voir, par exemple, E/C.12/2014/SR.18.

rapports périodiques et du suivi relatif aux mesures destinées à donner effet aux engagements visés par la Convention, et l'autre chargé des cas concernant des personnes qui engagent la procédure de plaintes émanant de particuliers prévue à l'article 22 de la Convention, qui collaborent aux enquêtes visées à l'article 20 ou qui participent autrement à ces procédures.

17. Dans l'énoncé de sa politique, le Comité a rappelé à tous les États parties que, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu de la Convention, ils ne doivent pas exercer de représailles à l'encontre des particuliers, des groupes et des institutions qui cherchent à coopérer avec le Comité ou à l'aider d'une quelconque façon, que ce soit en lui fournissant des informations, en communiquant ses conclusions ou les mesures qu'il prend, en veillant au respect des obligations relatives à la présentation de rapport, ou en l'assistant dans l'exercice de ses fonctions, quelles qu'elles soient.

18. Selon la politique instaurée, si des plaintes sont reçues, les rapporteurs se mettent en rapport avec les plaignants, les autorités de l'État partie concerné, le HCDH et le Secrétaire général, afin d'exiger la cessation immédiate de ces pratiques. Parallèlement, le Comité peut demander aux rapporteurs ou à d'autres membres de se rendre dans les États parties et dans les lieux où les représailles ont été exercées, et demander également aux institutions locales, aux organisations non gouvernementales et aux représentants du HCDH présents sur place de réaliser des entretiens de suivi et de visiter les lieux où se trouvent les particuliers ou les groupes concernés. Le Comité peut également solliciter l'intervention d'autres organismes et représentants pertinents des Nations Unies, notamment le Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

19. Enfin, la politique prévoit que le Comité publiera des informations, notamment dans des déclarations publiées sur son site Web et dans son rapport annuel, sur les cas de représailles dont il aura eu connaissance et sur les mesures prises pour y mettre fin. Il informera aussi le Secrétaire général des mesures complémentaires à prendre.

20. Le Comité a créé une page Web où les lettres adressées aux États parties sur les cas de représailles sont consultables par tous². En février 2015, sept cas y figuraient.

21. Le Comité a publié des communiqués de presse sur certains incidents concernant des représailles. Le 23 décembre 2013, il en a publié un³ dans lequel il exprimait sa vive préoccupation après l'ordre donné par la justice russe à une ONG de se faire enregistrer sous le statut d'«agent étranger».

22. En novembre 2014, le Comité a décidé que les rapporteurs chargés de la question des représailles établiraient un document portant sur les mesures concrètes à prendre contre les représailles. Ce document devait être présenté au Comité à sa cinquante-quatrième session, prévue du 20 avril au 15 mai 2015.

23. Dans une requête émanant d'un particulier (plainte), le Comité a conclu à une violation de l'article 13 de la Convention contre la torture du fait des intimidations et des menaces exercées durant l'enquête sur l'affaire dont le Comité était saisi (communication n° 433/2010, *Gerasimov c. Kazakhstan*, décision adoptée le 24 mai 2012).

Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

24. En février 2012, le Sous-Comité de la prévention de la torture a institué un groupe de travail sur les représailles, composé de six membres du Sous-Comité, ayant pour mandat d'élaborer un projet de politique concernant les représailles. En novembre 2013, le Groupe

² www.ohchr.org/EN/HRBodies/CAT/Pages/ReprisalLetters.aspx.

³ Consultable à l'adresse: www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=14137&LangID=E.

de travail a formulé des propositions, dont il a été rendu compte dans le septième rapport annuel du Sous-Comité (voir CAT/C/52/2, par. 63 à 68). La politique a fait l'objet d'un examen et a été adoptée par le Sous-Comité en février 2015, puis publiée sur le site Web du HCDH⁴. Le Sous-Comité continuera de réfléchir à cette politique.

25. Le Sous-Comité a nommé l'un de ses membres coordonnateur pour la question des représailles, chargé de superviser la mise en œuvre de la politique, de coordonner les activités du Sous-Comité ayant trait aux représailles et de se concerter avec les entités nationales, régionales et internationales, selon que de besoin.

26. Selon la politique adoptée par le Sous-Comité, avant toute visite, le Sous-Comité examine les antécédents de l'État concerné en matière de représailles, charge un membre de la délégation d'être son coordonnateur pour la question des représailles, et demande à l'État de distribuer à tous les interlocuteurs concernés une fiche d'informations sur les représailles et la politique du Sous-Comité en la matière. Le Sous-Comité fait part de ses préoccupations à l'État partie par lettre ou à l'occasion d'une réunion avec les représentants de la Mission permanente de l'État partie à Genève.

27. Si, lors d'une visite, le Sous-Comité apprend que l'État partie a exercé des représailles, il peut prendre toutes mesures appropriées. Celles-ci peuvent consister à communiquer avec les autorités publiques concernées ou avec les agents responsables des centres de détention en jeu afin d'appeler l'attention sur les sujets de préoccupation; à communiquer avec les représentations diplomatiques d'autres États parties; à effectuer des visites de suivi pour surveiller la situation, ou à demander aux mécanismes nationaux de prévention ou à des ONG spécialisées présents sur place d'effectuer ces visites; à adapter les techniques d'entretien; à demander à d'autres organes de l'ONU d'intervenir; à parler aux médias locaux ou internationaux; et, dans les cas extrêmes, à demander à la délégation du Sous-Comité de quitter le pays.

28. Après chaque visite, le coordonnateur de la délégation pour la question des représailles est chargé d'assurer le suivi des préoccupations du Sous-Comité et de conseiller le chef de la délégation au sujet des éventuelles mesures à mettre en œuvre pour prévenir les représailles. Le Sous-Comité coopère alors avec tous les organismes concernés de l'ONU et avec d'autres organismes internationaux, régionaux et nationaux pour veiller à ce que les représailles soient évitées. À cette fin, il tient les États parties au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture informés des faits nouveaux concernant les représailles, établit une base de données des cas de représailles et coopère avec les mécanismes nationaux de prévention pour promouvoir des politiques communes visant à prévenir les représailles.

29. Le Sous-Comité s'est réuni en novembre 2013, en séance plénière, avec le Comité européen pour la prévention de la torture. Les deux organes sont convenus d'unir leurs efforts de prévention et de réaction en matière de représailles, notamment à travers la publication de déclarations communes et de documents de politique commune sur la question.

Comité des droits de l'homme

30. Dans ses observations finales concernant deux États parties, le Comité des droits de l'homme a engagé vivement les États parties à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les personnes qui avaient fourni des informations au Comité⁵. Le Comité s'était dit préoccupé par le fait que ces personnes avaient fait l'objet de pressions ou de menaces pour avoir communiqué au Comité des informations dans le cadre de l'examen du rapport de l'État partie.

⁴ Consultable à l'adresse: www.ohchr.org/EN/HRBodies/OPCAT/Pages/OPCATIntro.aspx.

⁵ Voir CCPR/C/MDV/CO/1 et CCPR/C/KGZ/CO/2.

31. En juillet 2014, Le Comité des droits de l'homme a nommé un rapport sur la question des représailles.

Comité des droits économiques, sociaux et culturels

32. Dans ses observations finales, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a demandé instamment à deux États parties de protéger les défenseurs des droits de l'homme et les militants syndicaux, ainsi que leurs avocats, contre toute forme d'intimidation, de harcèlement, de menace, d'arrestation, de détention ou de représailles, y compris dans le contexte d'affaires de violations des droits économiques, sociaux et culturels⁶. Le Comité a également demandé aux États parties de veiller à ce que toutes les allégations de représailles et de mauvais traitements fassent l'objet d'enquêtes promptes et exhaustives, et à ce que les auteurs de tels actes soient traduits devant les tribunaux.

33. En novembre 2014, le Comité a nommé un coordonnateur pour la question des représailles.

Comité des disparitions forcées

34. En novembre 2013, le Comité des disparitions forcées a adopté un document portant sur la relation entre le Comité des disparitions forcées et les acteurs de la société civile, dans lequel est abordée la question des représailles (voir CED/C/3, par. 25 et 26). Afin de protéger de tout acte d'intimidation, de persécution ou de représailles les acteurs de la société civile qui se sont adressés à lui, ont coopéré avec lui ou ont tenté de le faire, le Comité peut envisager, à sa discrétion ou à la demande de l'auteur d'une communication, que les informations, la documentation et les témoignages qui lui ont été adressés soient gardés confidentiels, et décider de ne pas les rendre publics.

35. Les acteurs de la société civile, en particulier les ONG, jouent également un rôle important en portant à l'attention du Comité des informations faisant état de cas d'actes d'intimidation, de persécution ou de représailles contre des personnes qui ont cherché à entrer en contact et/ou à coopérer avec le Comité, ou qui y sont parvenues, en lui soumettant des informations relatives à la procédure d'examen des rapports des États parties établie à l'article 29, une demande d'action en urgence, une communication individuelle ou des informations ayant trait à des violations de la Convention, ou en rencontrant des membres du Comité au cours d'une visite sur le terrain.

36. En septembre 2014, le Comité a adopté un document portant sur les relations du Comité des disparitions forcées avec les institutions nationales des droits de l'homme, dans lequel est abordée la question des représailles dans des termes analogues à ce qui précède (voir CED/C/6, par. 39 et 40).

37. En novembre 2013, le Comité a décidé de nommer un rapporteur sur la question des représailles.

Comité des droits des personnes handicapées

38. En avril 2013, le Comité des droits des personnes handicapées a décidé de nommer l'un de ses membres coordonnateur pour la question des représailles. Le coordonnateur a été chargé de rendre compte au Comité des cas de représailles à l'encontre de personnes et d'organisations contribuant aux travaux du Comité, et de conseiller le Comité sur les dispositions appropriées pouvant être adoptées en cas de représailles. Le Comité a examiné les cas de représailles dans le cadre de ses procédures d'alerte rapide et d'action urgente.

⁶ Voir E/C.12/CHN/CO/2 et E/C.12/VNM/CO/2-4.

Comité des droits de l'enfant

39. En septembre 2014, le Comité des droits de l'enfant a décidé de créer la fonction de rapporteur sur la question des représailles afin qu'il s'occupe des allégations de représailles dirigées contre des personnes et des groupes en raison de leur coopération avec le Comité. En janvier 2015, le Comité a nommé le rapporteur sur la question des représailles.

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

40. En août 2014, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a créé la fonction de rapporteur sur la question des représailles et a décidé de nommer le rapporteur à sa session suivante.

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

41. En mars 2015, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes s'est penché sur l'invitation faite par les présidents des organes conventionnels, à leur vingt-sixième session, de désigner un rapporteur sur la question des représailles en le chargeant de prendre des mesures si nécessaires pour prévenir les actes d'intimidation et de représailles, protéger les personnes visées par de tels actes, enquêter à ce sujet et établir la responsabilité de tels actes. Le Comité a décidé de charger sa présidente et son bureau de traiter les cas d'allégations de représailles exercées contre des personnes qui se seraient adressées au Comité ou auraient cherché à le faire. En conséquence, le Comité a décidé que sa présidente, agissant à la demande du Bureau, devait porter ce type de question à l'attention de l'État partie concerné et lui demander de fournir, par écrit, des explications ou des éclaircissements concernant les allégations reçues selon lesquelles cet État partie n'avait pas veillé à ce que les personnes relevant de sa juridiction ne fassent pas l'objet de telles représailles.

Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille

42. Le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille examinera à sa session d'avril 2015 la recommandation faite par les présidents des organes conventionnels, à leur vingt-sixième session, de créer la fonction de rapporteur sur la question des représailles.

G. Déclarations conjointes

43. Le renforcement de la coordination qui s'exerce entre les mécanismes relatifs aux droits de l'homme à l'égard des actes de représailles a trouvé une illustration dans la déclaration conjointe du Comité contre la torture, du Sous-Comité pour la prévention de la torture, du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, publiée le 26 juin 2012 à l'occasion de la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture. Dans cette déclaration, il est rappelé aux États leur obligation de protéger les personnes et de veiller à ce qu'elles ne soient pas victimes d'actes de représailles ou d'intimidation lorsqu'elles coopèrent avec les organismes des Nations Unies.

44. En novembre 2013, le Comité des disparitions forcées et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires ont publié une déclaration conjointe faisant clairement état de leur vigilance à l'égard de toute forme d'intimidation ou de représailles et accueillant avec satisfaction la décision du Conseil des droits de l'homme de demander au Secrétaire général de nommer, à l'échelle du système des Nations Unies, un coordonnateur principal pour la question.

H. Contribution des organes conventionnels au rapport annuel du Secrétaire général sur la question des représailles

45. Chaque année, dans les rapports du Secrétaire général publiés entre 2011 et 2014, il a été rendu compte de l'évolution des politiques en matière de représailles intéressant les organes conventionnels.

46. Aucun système centralisé n'est en place pour recueillir les éléments sur les cas de représailles faisant suite à des contacts avec les organes conventionnels, mais ces cas peuvent être consignés dans le rapport du Secrétaire général consacré à la question des représailles.

III. Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture

47. Le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture soutient financièrement les organisations de la société civile qui apportent une assistance directe aux victimes de la torture et aux membres de leur famille. L'assistance aux victimes s'entend au sens large et recouvre un soutien sur les plans humanitaire, médical, psychologique, social et juridique. En 2015, le Fonds va coopérer avec 187 centres de réadaptation et/ou centres d'aide juridique, où plusieurs centaines de médecins, avocats, psychiatres, psychologues et travailleurs sociaux protègent et défendent les droits de l'homme des victimes en recueillant les informations sur les actes de torture et en traitant les séquelles. Le secrétariat du Fonds est régulièrement saisi de cas d'intimidations et de représailles dirigées contre ceux qui sont soutenus par le Fonds.

48. Pour remédier à de telles situations, le Conseil d'administration et le secrétariat du Fonds ont mis au point des procédures, notamment des dispositions concernant la non-divulgaration du nom et de l'adresse de l'organisation bénéficiaire, si le demandeur l'a souhaité. Le secrétariat du Fonds surveille la situation des bénéficiaires exposés au risque, y compris, si possible, en concertation avec les présences du HCDH sur le terrain, et transmet l'information aux rapporteurs spéciaux concernés.

IV. Conseil des droits de l'homme

49. La question des actes d'intimidation et de représailles faisant suite à une coopération avec l'ONU, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme a été débattue par la Commission des droits de l'homme, dans un premier temps, puis par le Conseil des droits de l'homme, de nombreuses années durant, et elle a été inscrite dans plusieurs résolutions. Dans le document établi à l'issue de l'examen de ses activités et de son fonctionnement, le Conseil des droits de l'homme a condamné catégoriquement tout acte d'intimidation ou de représailles dirigé contre les personnes ou les groupes qui coopèrent ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, et a exhorté les États d'empêcher que de tels actes soient commis et d'assurer la protection voulue à ceux qui risquent d'en être la cible (voir résolution 65/281 de l'Assemblée générale, annexe, par. 30).

50. Dans sa résolution 12/2 sur la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, adoptée par consensus en 2009, le Conseil des droits de l'homme a demandé instamment aux gouvernements d'empêcher et de s'abstenir de commettre tout acte d'intimidation ou de représailles contre ceux qui:

a) Cherchent à coopérer ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, ou leur ont apporté des témoignages ou des renseignements;

b) Recourent ou ont recouru aux procédures mises en place sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour assurer la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et tous ceux qui leur ont fourni une assistance juridique ou autre à cette fin;

c) Soumettent ou ont soumis des communications en vertu de procédures établies conformément à des instruments relatifs aux droits de l'homme, et tous ceux qui leur ont fourni une assistance juridique ou autre à cette fin;

d) Sont des proches de victimes de violations des droits de l'homme ou de ceux qui ont fourni une assistance juridique ou autre aux victimes.

51. Plusieurs autres résolutions adoptées par le Conseil des droits de l'homme évoquent la question des représailles, par exemple la résolution 24/21, intitulée «Champ d'action de la société civile: créer et maintenir, en droit et dans la pratique, un environnement sûr et favorable».

52. Les représailles pour coopération avec le Conseil des droits de l'homme peuvent être exercées à Genève ou dans le pays d'origine d'un défenseur. Elles peuvent consister, par exemple, en: des pressions visant à empêcher le déplacement à Genève (y compris des arrestations et la non-délivrance de documents), des intimidations et des menaces envers des acteurs de la société civile ou les membres de leur famille, des campagnes de dénigrement à l'égard de ceux qui participent aux travaux du Conseil ou qui coopèrent avec lui, y compris les représentants de l'État, des pressions exercées pour que soient annulées des manifestations ou que soit modifiée la liste des intervenants conviés à ces manifestations, des intimidations visant à ce que des représentants d'ONG soient retirés de la liste des orateurs; ou encore consister à filmer ou photographier des défenseurs des droits de l'homme à Genève.

53. Le rôle du Président du Conseil des droits de l'homme consiste à veiller à ce que le Conseil mène ses travaux de promotion et de protection des droits de l'homme à un niveau approprié de dignité et de respect. Cela suppose que les membres du Conseil et tous les observateurs, y compris les ONG, soient en mesure de contribuer librement aux travaux du Conseil. Lorsque des cas de harcèlement de représentants de la société civile sont signalés, le Président réagit, notamment par des déclarations publiques, des rencontres et des échanges de lettres avec les délégations des États concernés.

A. Rapport annuel du Secrétaire général sur la question des représailles

54. Dans sa mission d'information sur la question des représailles, le Secrétaire général est chargé de rendre compte des actes d'intimidation ou de représailles commis pour cause de coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme. Dans sa résolution 12/2, le Conseil des droits de l'homme a invité le Secrétaire général à lui soumettre chaque année un rapport contenant une compilation et une analyse de tous les renseignements disponibles, émanant de toutes sources appropriées, sur les représailles dont auraient été victimes les personnes visées au paragraphe 1 de cette même résolution, ainsi que des recommandations sur la manière de traiter la question des actes d'intimidation et de représailles.

55. Conformément au mandat confié au Secrétaire général dans la résolution 12/2, le rapport peut porter sur les actes d'intimidation et de représailles faisant suite à une coopération avec les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies compétents dans le domaine des droits de l'homme, y compris les cas en rapport avec le

Conseil des droits de l'homme, sa procédure d'Examen périodique universel et les titulaires de mandat au titre de ses procédures spéciales; les organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme; le HCDH; ses présences sur le terrain et les conseillers pour les droits de l'homme; les équipes de pays des Nations Unies; les composantes «droits de l'homme» des missions de maintien de la paix et d'autres entités du Secrétariat ou des institutions spécialisées qui œuvrent dans le domaine des droits de l'homme. Le rapport comporte également une partie consacrée à la suite donnée, où sont consignées les informations concernant les mesures prises par divers acteurs en jeu en vue de mettre fin aux représailles et aux actes d'intimidation aux plans national, régional et international. Le rapport est soumis chaque année au Conseil des droits de l'homme, à sa session de septembre.

56. Une adresse électronique (reprisals@ohchr.org) a été spécialement créée pour recueillir les informations sur les cas présumés de représailles ou pour recevoir les renseignements de suivi concernant les cas signalés dans les rapports antérieurs. Le consentement éclairé de la victime présumée doit impérativement avoir été recueilli pour qu'il soit fait mention des éléments dans le rapport du Secrétaire général.

57. Comme il ressort des cas dont il est fait état dans le rapport du Secrétaire général, les représailles peuvent viser non seulement les défenseurs des droits de l'homme mais également toute personne qui coopère avec l'Organisation des Nations Unies. Il peut s'agir tout aussi bien d'un prisonnier qui témoigne auprès d'un titulaire de mandat, d'un fonctionnaire qui renseigne un rapporteur spécial ou de militants qui défendent les causes du développement ou de l'environnement. Les représailles peuvent également viser des avocats ou les membres de la famille des personnes qui coopèrent avec l'ONU.

B. Résolution 24/24 du Conseil des droits de l'homme

58. En septembre 2011, le Conseil des droits de l'homme a décidé d'organiser une réunion-débat au titre du point 5 de l'ordre du jour, consacrée à la question des actes d'intimidation ou de représailles dirigés contre les personnes ou les groupes qui coopèrent ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme⁷.

59. La réunion-débat, qui s'est tenue en septembre 2012, a offert la possibilité d'examiner les mesures prises par toutes les parties prenantes sur la question des représailles et de procéder à une évaluation complète de la question. La principale conclusion en a été qu'il fallait traiter les cas de représailles de manière cohérente et coordonnée. Les participants ont recommandé, notamment, de désigner, au sein du système des Nations Unies, un médiateur, un ombudsman ou un coordonnateur chargé de la question des représailles. Le rapport rendant compte sous forme résumée de la réunion-débat a été soumis au Conseil en mars 2013 (A/HRC/22/34); tous les États ont eu la possibilité de réagir au contenu de la réunion-débat au titre du point 5 de l'ordre du jour. Dans une déclaration conjointe, un groupe de 52 États a dit qu'il considérait le rapport en question comme une feuille de route pour l'action, appelée à servir de base à une résolution qui serait soumise en septembre 2013, pour examen.

60. Dans son rapport soumis au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-quatrième session (A/HRC/24/29), le Secrétaire général a de nouveau mentionné la proposition tendant à nommer, au sein du système des Nations Unies, un coordonnateur chargé de la question des représailles, précisant qu'il conviendrait d'examiner et d'étudier soigneusement cette proposition. Dans une déclaration qu'il a faite lors d'une manifestation de haut niveau

⁷ Décision 18/118.

sur l'appui à la société civile, tenue le 23 septembre 2013 à New York, il a réaffirmé son appui à une réaction énergique de l'ONU face au problème des représailles⁸.

61. En juin 2013, le Conseil des droits de l'homme a adopté, sans vote, la résolution 24/24 dans laquelle, notamment, il demandait au Secrétaire général, en coopération avec la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, de désigner, au sein des structures existantes et pour l'ensemble du système, un point focal principal dont la mission serait de mobiliser toutes les parties prenantes, en particulier les États Membres, aux fins d'encourager la prévention des actes de représailles et d'intimidation auxquels expose la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes, et la protection contre de tels actes, d'agir contre ceux qui s'en rendent coupables et de favoriser l'adoption, face à de tels actes, d'une réponse uniforme, prompte et efficace, en sensibilisant à la question l'ensemble du système des Nations Unies grâce à la coopération et la coordination de toutes les parties prenantes, avec pour objectif général de soutenir et de promouvoir la coopération avec l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, y compris avec la société civile.

62. Dans son dispositif, la résolution prévoit d'autres mesures consistant notamment à encourager les États à fournir des informations au Conseil des droits de l'homme, selon qu'il convient, concernant toute mesure prise pour prévenir les actes d'intimidation ou les représailles dirigés contre ceux qui tentent de coopérer, coopèrent ou ont coopéré avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, et pour agir contre de tels actes; à encourager les États à envisager la création d'un centre de liaison national; et à inviter le Secrétaire général à faire figurer, dans son rapport annuel sur la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, des informations concernant les activités déployées par le point focal principal des Nations Unies, les différentes mesures qui entravent la coopération avec les mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies, ainsi que les meilleures pratiques des institutions et organismes internationaux, régionaux et nationaux de défense des droits de l'homme ayant à traiter de cas d'intimidation ou de représailles à l'encontre de personnes qui coopèrent avec eux.

63. Lorsqu'elle a examiné le rapport du Conseil des droits de l'homme⁹ contenant la résolution 24/24, l'Assemblée générale a décidé, à l'issue d'un vote enregistré¹⁰, d'attendre la fin de sa soixante-huitième session pour examiner ladite résolution. Le 15 septembre 2014, l'Assemblée a décidé de reporter l'examen de la résolution 24/24 du Conseil des droits de l'homme à sa soixante-neuvième session.

64. Dans ses rapports au Conseil des droits de l'homme, le Secrétaire général a de façon répétée appelé la communauté internationale à faire davantage pour lutter contre les représailles et à étudier les moyens de garantir une action plus énergique et mieux coordonnée pour y remédier, y compris au niveau de l'Organisation des Nations Unies. Dans sa déclaration adressée au Conseil en septembre 2012, le Secrétaire général a soulevé la question des représailles contre ceux qui défendent les droits de l'homme, y compris ceux qui le font en coopérant avec l'ONU. Tant le Secrétaire général que le Haut-Commissaire aux droits de l'homme ont appuyé la désignation d'un coordonnateur de l'ONU sur la question des représailles.

⁸ Consultable à l'adresse: www.un.org/sg/statements/index.asp?nid=7116.

⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, supplément n° 53 (A/68/53).

¹⁰ Résolution 68/144.

V. Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme

65. Les actes d'intimidation et de représailles peuvent être dirigés contre ceux qui communiquent des renseignements aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, participent à leurs réunions ou coopèrent avec eux lors de leurs visites dans le pays. Les titulaires de mandat sont souvent préoccupés par la sécurité des personnes qu'ils ont rencontrées au cours de leurs déplacements, et ils ne sont pas en mesure de leur garantir la protection requise.

66. Dans plusieurs résolutions concernant l'établissement ou le renouvellement de mandats au titre des procédures spéciales, le Conseil des droits de l'homme a souligné qu'il était important que les titulaires collaborent avec les membres de la société civile et recueillent des informations auprès de toutes les sources crédibles, y compris les victimes de violations des droits de l'homme. Il est vital que les victimes, les membres de leur famille, les témoins, les défenseurs des droits de l'homme et les membres de la société civile puissent faire part de leurs inquiétudes aux titulaires de mandat sans crainte de représailles pour que ces derniers soient en mesure d'accomplir leur mission. Dans certaines résolutions portant sur les mandats relevant de procédures spéciales, tels que ceux du Groupe de travail sur la détention arbitraire et du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Conseil des droits de l'homme fait expressément mention de la question des représailles.

67. C'est pourquoi, selon les modalités applicables aux missions d'établissement des faits des rapporteurs et représentants spéciaux de la Commission des droits de l'homme, telles qu'elles sont appliquées par les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, ces derniers doivent bénéficier d'assurances du gouvernement «qu'aucune personne ou qu'aucun individu à titre officiel ou privé ayant eu des contacts avec le Rapporteur ou le Représentant spécial dans le cadre de son mandat ne sera soumis pour cette raison à des menaces, à des mesures de harcèlement ou à des sanctions, ou qu'il fera l'objet de poursuites judiciaires» (voir E/CN.4/1998/45, appendice V).

68. Remédier aux représailles et intimidations dirigées contre ceux qui coopèrent avec l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme est depuis de nombreuses années une priorité des procédures spéciales. Les titulaires de mandat au titre de ces procédures n'ont cessé d'exprimer leur préoccupation à titre individuel et collectivement. Leur préoccupation ne se limite pas aux allégations d'intimidations et de représailles consécutives à une coopération avec les procédures spéciales; elles portent aussi sur les représailles à l'encontre de personnes et de groupes qui coopèrent avec l'ONU, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme.

69. Le Manuel des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme de l'ONU renferme les principes directeurs concernant les représailles, établis à l'intention des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales; en l'occurrence, ceux-ci sont tenus de prendre toutes les précautions possibles dans l'exercice de leur mandat, en particulier lorsqu'il s'agit des communications et des visites dans le pays, pour faire en sorte que les sources d'information ne soient pas visées par des représailles. Dans le Manuel, il est précisé que, normalement, dans les communications adressées aux gouvernements, la source n'est pas divulguée, à moins que cette dernière ne concède à ce que son identité soit révélée, et que, dans le cadre des discussions avec les représentants de l'État lors d'une visite dans le pays, les titulaires de mandat doivent recevoir du gouvernement, par écrit, les garanties appropriées quant à la protection des témoins et à l'absence de représailles contre toute personne qui coopère avec la mission, sous quelque forme que ce soit. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales envisagent actuellement de réviser le Manuel de façon à y faire figurer un chapitre spécialement consacré aux représailles, assorti de

recommandations concrètes. Dans la formation initiale dispensée aux titulaires de mandat nouvellement nommés, l'attention des participants est appelée tout spécialement sur la question des représailles.

70. Lorsqu'ils sont confrontés à des actes d'intimidation ou de représailles, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales recourent à divers moyens d'action. Il peut s'agir d'initiatives confidentielles ou publiques, prenant la forme d'entretiens avec des représentants de l'État, de l'envoi de lettres aux États et autres parties prenantes concernées, d'un signalement des faits auprès de représentants de l'ONU sur le terrain et au Siège, y compris au Secrétaire général, au Haut-Commissaire aux droits de l'homme et au Président du Conseil des droits de l'homme, ou encore d'une évocation des faits dans des déclarations publiques, des communiqués de presse ou des rapports au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale, ou lors des débats interactifs se tenant dans le cadre de ces deux instances. Toutes les options sont envisagées au cas par cas, et ce toujours avec le consentement des personnes concernées et dans le respect du principe «Ne pas nuire».

71. De plus en plus, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales agissent dans la concertation sur certains cas, ce qui optimise les effets des mesures prises. La décision concernant les différents mandats à associer est prise par les titulaires de mandat, qui se fondent sur les particularités de chaque affaire. En outre, le Comité de coordination des procédures spéciales peut, à la demande des titulaires de mandat concernés, apporter son concours en faisant œuvre de sensibilisation sur l'affaire. Dans les mesures prises pour lutter contre les représailles, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont toujours exprimé leur empressement à contribuer à une réponse cohérente du système des Nations Unies dans son ensemble au phénomène des représailles, et à soutenir l'action menée à cet égard.

72. Il a été débattu à titre prioritaire des actes d'intimidation et de représailles à l'encontre de ceux qui coopèrent avec l'ONU dans le domaine des droits de l'homme, en particulier avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, lors des réunions annuelles des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme¹¹. C'est là une priorité pour le Comité de coordination également, qui peut aider les titulaires de mandat à traiter de cas particuliers et à les soulever auprès des interlocuteurs pertinents. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales évoquent aussi la question, de façon systématique, avec le Secrétaire général, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, le Président du Conseil des droits de l'homme et d'autres représentants de l'ONU. En outre, cela fait partie de leur dialogue et de leur coopération réguliers avec les organisations régionales, les ONG et les institutions nationales de défense des droits de l'homme.

73. Plusieurs titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont mis en place une procédure opérationnelle standard afin de traiter les cas de représailles et d'attirer l'attention sur eux pour tenter d'endiguer le phénomène. Ainsi, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a consacré une partie du rapport qu'il a présenté au Conseil des droits de l'homme en 2009 (A/HRC/11/2) à la question de la protection, contre les représailles, des personnes coopérant dans le cadre des procédures spéciales. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a, quant à lui, décidé de mentionner dans son rapport annuel tout acte de représailles commis à l'encontre d'une personne ayant coopéré avec lui, dont il aura été informé. Dans son rapport au Conseil sur ses activités menées durant la vingt-septième session (A/HRC/27/49), le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a également évoqué la question des représailles.

¹¹ Voir les deux derniers rapports, publiés sous les cotes A/HRC/28/41 et A/HRC/24/55.

74. Dans le rapport qu'elle a soumis au Conseil des droits de l'homme en 2014 (A/HRC/25/55 et Add.3), la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme a indiqué avoir envoyé environ 50 communications relatives à des affaires concernant des représailles. Dans les premiers rapports qu'il a soumis au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/28/63) et à l'Assemblée générale (A/69/259), le nouveau Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme a exposé la façon dont il envisageait de s'acquitter de son mandat, et a indiqué qu'il comptait faire du problème des intimidations et des représailles l'une de ses priorités.

75. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont également exploité les occasions qui s'offraient de sensibiliser le public à la question des représailles. En juin 2013, par exemple, ils ont publié une déclaration conjointe à l'occasion du vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, dans laquelle ils soulignaient que, dans l'exercice de leurs mandats respectifs, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales rencontraient des difficultés, notamment liées aux intimidations et représailles dirigées contre ceux qui coopèrent avec eux. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont recommandé aux États de s'abstenir de tout acte d'intimidation ou de représailles à l'encontre de ceux qui coopèrent avec l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, d'exercer la diligence voulue pour empêcher les entités non étatiques de se livrer à de tels actes, et d'assurer une protection efficace à ceux qui sont exposés à de tels actes.

Annexes

Annexe I

Dispositions qui, dans les instruments relatifs aux droits de l'homme et leurs protocoles facultatifs, portent sur les représailles

<i>Instrument</i>	<i>Article pertinent</i>
Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	Article 13. Tout État partie assure à toute personne qui prétend avoir été soumise à la torture sur tout territoire sous sa juridiction le droit de porter plainte devant les autorités compétentes dudit État qui procéderont immédiatement et impartialement à l'examen de sa cause. Des mesures seront prises pour assurer la protection du plaignant et des témoins contre tout mauvais traitement ou toute intimidation en raison de la plainte déposée ou de toute déposition faite.
Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	Article 15. Aucune autorité publique ni aucun fonctionnaire n'ordonnera, n'appliquera, n'autorisera ou ne tolérera de sanction à l'encontre d'une personne ou d'une organisation qui aura communiqué des renseignements, vrais ou faux, au Sous-Comité de la prévention ou à ses membres, et ladite personne ou organisation ne subira de préjudice d'aucune autre manière.
Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées	Article 12, paragraphe 1. Tout État partie assure à quiconque alléguant qu'une personne a été victime d'une disparition forcée le droit de dénoncer les faits devant les autorités compétentes, lesquelles examinent rapidement et impartialement l'allégation et, le cas échéant, procèdent sans délai à une enquête approfondie et impartiale. Des mesures appropriées sont prises, le cas échéant, pour assurer la protection du plaignant, des témoins, des proches de la personne disparue et de leurs défenseurs ainsi que de ceux qui participent à l'enquête contre tout mauvais traitement ou toute intimidation en raison de la plainte déposée ou de toute déposition faite. Article 12, paragraphe 4. Tout État partie prend les mesures nécessaires pour prévenir et sanctionner les actes qui entravent le déroulement de l'enquête. Il s'assure notamment que les personnes soupçonnées d'avoir commis un crime de disparition forcée ne sont pas en mesure d'influer sur le cours de l'enquête par des pressions ou des actes d'intimidation ou de représailles exercés sur le plaignant, les témoins, les proches de la personne disparue et leurs défenseurs ainsi que sur ceux qui participent à l'enquête.
Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications	Article 4, paragraphe 1. L'État partie prend toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que les personnes relevant de sa juridiction ne subissent aucune violation des droits de l'homme et ne fassent l'objet d'aucune forme de mauvais traitements ou d'intimidation du fait qu'elles communiquent ou coopèrent avec le Comité au titre du présent Protocole. Article 4, paragraphe 2. L'identité de la personne ou du groupe de personnes concernées n'est pas révélée publiquement sans le consentement exprès des intéressés.

<i>Instrument</i>	<i>Article pertinent</i>
Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	Article 13. L'État Partie prend toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que les personnes relevant de sa juridiction ne fassent l'objet d'aucune forme de mauvais traitements ou d'intimidation du fait qu'elles adressent au Comité des communications au titre du présent Protocole.
Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	Article 11: L'État Partie prend toutes les dispositions nécessaires pour que les personnes relevant de sa juridiction qui communiquent avec le Comité ne fassent pas de ce fait l'objet de mauvais traitements ou d'intimidation.

Annexe II

Clauses qui, dans les règlements intérieurs des organes conventionnels, portent sur les représailles

<i>Organe conventionnel</i>	<i>Article pertinent du règlement intérieur</i>
Comité des droits économiques, sociaux et culturels	Lorsque le Comité reçoit des informations crédibles selon lesquelles un État partie n'a pas respecté les obligations lui incombant au titre de l'article 13 du Protocole facultatif, qui consistent à prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que les personnes relevant de sa juridiction ne fassent l'objet d'aucune forme de mauvais traitements ou d'intimidation, il peut inviter l'État partie intéressé à lui présenter par écrit des explications ou observations sur la question et à lui faire connaître les mesures prises en vue de se conformer aux obligations visées à l'article 13 du Protocole. Le Comité peut ensuite demander à l'État partie d'adopter dans les meilleurs délais toutes les mesures utiles pour mettre fin à la violation signalée (E/C.12/49/3, art. 20, pour les communications; art. 35, pour les enquêtes).
Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	Le Comité informe l'État partie qu'il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les personnes relevant de sa juridiction ne fassent pas l'objet de mauvais traitements ou d'intimidation du fait qu'elles participent à des auditions dans le cadre d'une enquête [conduite par le Comité] ou qu'elles rencontrent les membres du Comité chargés de l'enquête (HRI/GEN/3/Rev.2, art. 87, par. 4), ou du fait qu'elles ont présenté une communication au titre du Protocole facultatif (ibid., art. 91, par. 1).
Comité des droits de l'enfant (procédure de présentation de communications)	Lorsque le Comité reçoit des renseignements fiables indiquant qu'un État partie ne s'est pas acquitté de l'obligation qui lui incombe au titre du paragraphe 1 de l'article 4 du Protocole de prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que les personnes relevant de sa juridiction ne subissent aucune violation des droits de l'homme et ne fassent l'objet d'aucune forme de mauvais traitements ou d'intimidation du fait qu'elles communiquent ou coopèrent avec le Comité, il peut demander à l'État partie en question d'adopter et d'appliquer d'urgence toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme à la violation signalée et de lui soumettre par écrit des explications et des éclaircissements à ce sujet. La suite donnée à cette demande fait l'objet d'un contrôle. Le Comité peut également publier des déclarations publiques à cet égard et prendre les mesures qu'il juge nécessaires (CRC/C/62/3, art. 4).
Comité des droits des personnes handicapées	Le Comité informe l'État partie qu'il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les personnes relevant de sa juridiction ne soient pas l'objet de mauvais traitements ou d'intimidation du fait qu'elles participent à des auditions dans le cadre de l'enquête ou qu'elles rencontrent les membres du Comité chargés de l'enquête (CRPD/C/1, art. 87, par. 4). Dans le droit fil de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale des Nations Unies, [...] le Comité condamne fermement tous les actes d'intimidation et de représailles dirigés contre les individus ou les groupes qui contribuent aux travaux du Comité. Le Comité compte nommer ... [un] coordonnateur pour les questions relatives aux représailles, lequel sera chargé de suivre les cas signalés et de dispenser des conseils à ce sujet (Directives pour la participation des organisations de personnes handicapées et des organisations de la société civile aux travaux du Comité (CRPD/C/11/2, annexe II, par. 33), qui font partie intégrante du règlement intérieur du Comité, art. 30, par. 4).

*Organe conventionnel**Article pertinent du règlement intérieur*

Comité des disparitions forcées

Le Comité transmet tout cas d'intimidation, de persécution ou de représailles visant des proches de personnes disparues, des témoins de disparitions ou leur famille, des membres d'organisations de parents et d'autres organisations non gouvernementales, des défenseurs des droits de l'homme et des particuliers qui s'occupent de disparitions aux autorités compétentes de l'État partie, auxquelles il est demandé de prendre des mesures pour protéger toutes les personnes touchées (CED/C/1, art. 63, par. 2).
